

Les humanitaires à l'école haïtienne

Frédéric Thomas¹
29 mai 2013

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7,3 frappait Haïti faisant plus de 220 000 morts, 2,3 millions de sans-abri et détruisant une grande partie de la capitale, Port-au-Prince. Quinze jours plus tard, des ONG européennes, canadiennes, états-uniennes et néo-zélandaises reçurent un document de quelques pages intitulé « Haïti : quelles perspectives après la catastrophe ? ».

Adressée « à tous nos partenaires », cette lettre était signée par une quinzaine d'associations haïtiennes. Que disait ce courrier ? Il faisait d'abord un bilan – partiel –, signalait l'effort de coordination locale et informait du travail d'urgence déjà réalisé et encore en cours : mise en place de centres de services de quartiers, consultations médicales et accompagnement psychologique, travail de concertation. Il saluait également « l'extraordinaire élan de générosité qui a animé l'opinion publique mondiale » et témoignait plus encore de son émotion devant « l'extraordinaire élan de solidarité manifesté par la population de la région métropolitaine qui pendant les trois premiers jours suivants le sinistre a su répondre par l'auto-organisation en construisant 450 camps de réfugiés qui ont contribué à sauver des milliers de personnes prisonnières des décombres et a rendu possible la survie de 1,5 million de personnes ».

Mais la lettre soulignait également la « nécessité de réfléchir sur ce qui vient de se passer et de tirer de cette tragique expérience les leçons et les orientations qui nous permettront de poursuivre notre inlassable travail de construction d'un autre pays capable de vaincre le cycle de l'effondrement et la dépendance ». Ainsi, elle offrait à la fois une analyse à chaud de la catastrophe et de l'aide internationale, et dégagait des pistes pour l'avenir. Il était affirmé : « L'ampleur du désastre est sans aucun doute liée à la nature de l'État dans notre pays, un héritage historique colonial et néocolonial et la mise en place des politiques néolibérales au cours des trois dernières décennies ».

Les signataires entendaient par ailleurs « développer un travail de plaidoyer afin de dénoncer les pratiques traditionnelles dans le champ des interventions humanitaires qui ne respectent pas la dignité des victimes et qui s'inscrivent dans le cadre d'un processus de renforcement de notre dépendance ». De plus, ils proclamaient leur « colère » et « indignation » face à « une nouvelle invasion de 20 000 marines américains ».

Enfin, ils voulaient s'atteler à « inventer un nouveau regard sur notre pays qui permette de construire une authentique solidarité délivrée des réflexes paternalistes de pitié et d'infériorisation ». Et de déclarer : « L'aide humanitaire massive est aujourd'hui

¹Docteur en science politique, chargé d'étude au Centre tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve).

indispensable compte tenu de l'ampleur de la catastrophe, mais elle doit être structurante en s'articulant avec une vision différente du processus de reconstruction. Elle doit s'inscrire en rupture avec les paradigmes dominant les circuits traditionnels de l'aide internationale »².

Si je reprends de larges extraits de ce courrier, c'est qu'il offre un autre regard sur la catastrophe, donne des éléments pour faire le bilan de la reconstruction trois ans plus tard, et met en avant une puissance d'action et de réflexion.

Un autre regard

Nous avons tant été abreuvé d'images de destruction et d'impuissance, d'abord, de secouristes, militaires et humanitaires internationaux, ensuite, qu'on en avait presque oublié qu'il y avait là un peuple, actif et réactif, qui n'était pas condamné ou réduit à être « *le réceptacle d'une humanité souffrante, en attente d'être sauvée par l'humanitarisme occidental* »³.

Le paradoxe de la surmédiation du séisme a été de tout à la fois montrer et de cacher. Ou, plus exactement de cacher en fonction de ce qu'elle montrait. On voyait bien le ravage, les victimes, le chaos, d'un côté ; l'effort, le dévouement et l'efficacité des humanitaires, de l'autre. Mais pas ce que nous dit la lettre : les Haïtiens eux-mêmes se débrouiller, s'organiser, se coordonner. Or, au début, ils furent seuls, à ne pouvoir compter que sur eux, face à la disparition de l'État et à l'inaction des milliers de *Casques bleus* (Minustah) présents sur place. Pendant les premiers jours, et comme partout après chaque catastrophe, c'est la solidarité des « voisins », qui a été la plus efficace et a sauvé le plus de vies. Pas d'image, donc pas de réalité : les humanitaires étaient les « premiers » sur le « terrain », les mieux ou les seuls organisés.

Bilan de la reconstruction

Dresser un bilan suppose d'avoir un point de départ comme référence et un objectif. Pour Haïti, c'était le « reconstruire en mieux », avec une aide internationale de 10 milliards de dollars. Trois ans plus tard, force est de constater que pratiquement tout ce qui a été construit est provisoire et précaire, que les Haïtiens ne vivent pas mieux et que le pays reste aussi dépendant et vulnérable.

La « rupture » avec la logique dominante de l'aide internationale, qu'appelaient les organisations haïtiennes, ne s'est pas réalisée. Les mêmes réflexes, élans, « invariants »⁴ ont eu cours. L'argent annoncé confondait promesses, prêts, annulations de dettes, argent déjà

²Le texte est accessible en ligne entre autres sur les sites du CADTM, du CNCD, d'Entraide et Fraternité... http://miteinander.be/neu/images/stories/Kampagnen/Haiti/lettre_aux_partenaires.pdf.

³Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XXe siècle*, La Découverte, Paris, 2012, page 281.

budgetisé et dons, et a très majoritairement été dépensé par des entreprises, ONG et organisations internationales du Nord. La corruption de l'État, le manque de capacité des entreprises locales et la faiblesse des organisations haïtiennes ont surtout servi de prétextes commodes et opportunistes pour les contourner ou les snober.

La lettre demandait une aide humanitaire « structurante » et « adaptée », « respectueuse de notre culture et de notre environnement et qui ne détruit pas les constructions d'économie solidaire mises en place ». La reconstruction fut au contraire la conjugaison d'une aide internationale et de recettes néolibérales, mêlant, en guise de résultats, des hôtels de luxe et les abris provisoires, le nombre de personnes soignées ou sorties des camps et la zone franche du parc Caracol...

Repolitisation de l'action

La lettre aux partenaires avait aussi ceci de remarquable qu'elle liait une analyse du séisme – fruit d'un passé colonial et d'un présent néocolonial – avec des actions concrètes, un premier bilan avec des perspectives à court, moyen et long termes. Contrairement à ce que laissait penser le complexe médiatico-humanitaire, il n'était donc pas nécessaire de séparer l'action (urgente) et la réflexion (seconde). Les idées, expériences, projets existaient bel et bien sur place. Seulement, ils ne recoupaient pas ceux importés ou mis en avant.

De quoi parlent en effet les organisations haïtiennes quand elles évoquent les objectifs de la « reconstruction » ? D'« une réforme agraire et d'une réforme foncière urbaine intégrée, de la lutte contre l'analphabétisme et pour la reforestation, de l'édification de nouveaux systèmes universels, décentralisés et modernes d'éducation et de santé publique ». Le décalage, sinon la contradiction entre les « succès » des uns et les attentes des autres n'en est que plus flagrant. La logique humanitaire s'auto-justifie par le nombre de personnes assistées, la quantité de médicaments, d'aliments, d'argent distribués, la diminution des cas de choléra ou des personnes dans les camps... alors que les acteurs haïtiens parlent en termes de services sociaux, de politiques publiques et de souveraineté populaire.

Il s'agit moins là d'un rendez-vous manqué que d'une superposition, d'une déformation de problèmes politiques « ordinaires » appelant une action publique, en problèmes humanitaires « extraordinaires » sollicitant l'intervention urgente d'experts. Les signataires de la lettre disaient vouloir « travailler pour maintenir ce vigoureux élan de solidarité au-delà des effets de mode et de surenchère médiatique ». Le chemin est encore long. Mais nous devrions tous nous mettre à l'école haïtienne.

⁴Voir Bernard Duterme, *Les cinq « invariants » de la logique humanitaire*, http://www.cetri.be/IMG/pdf/humanitaire_DLM05_duterme_haiti_p14_15.pdf.